

D 234 URUGUAY: INTERDICTION DE LA REVUE "VÍSPERA"

Le 30 avril 1975, le gouvernement uruguayen décrétait la fermeture définitive de VISPERA, revue publiée à Montevideo sous la responsabilité de M. Hector Borrat, directeur de publication et membre du mouvement international "Pax Romana" dont le siège est à Fribourg (Suisse). M. Borrat était arrêté le 15 avril et devait être relâché le 25 du même mois, mais maintenu sous le régime de l'assignation à résidence.

La publication de la revue a été interdite pour motifs idéologiques; sa propagation, en effet, constitue "un danger non équivoque pour la paix publique et une agression directe contre l'Etat de droit en vigueur dans notre pays". C'est donner la mesure du climat répressif qui règne aujourd'hui en Uruguay.

Nous donnons ici un extrait du rapport élaboré le 6 mai 1975 par les anciens responsables de la revue pour réfuter les accusations portées contre eux. Le texte suivant concerne le premier chef d'accusation: les ramifications internationales de la revue.

(Note DIAL)

REFUTATION DES ACCUSATIONS PORTEES CONTRE "VÍSPERA":  
SOUTIEN DE MOUVEMENTS INTERNATIONAUX ET AIDE DE L'ETRANGER

Ces accusations sont le fruit du premier considérant en vertu duquel "La revue est l'expression de mouvements internationaux qui travaillent en Amérique latine sur le plan religieux, social et politique, dans le secteur tant étudiant (Mouvement international des Etudiants catholiques) qu'intellectuel (Mouvement international des Intellectuels catholiques), le financement de la publication étant assuré par des fonds venus de l'étranger, d'abord à la charge de Pax Romana, et ensuite à la charge des organisations épiscopales allemandes telles "Adveniat", dont le siège est à Essen, et "Misereor"."

Les objectifs de l'accusation sont ici d'ordre international. Il y en a deux: les "mouvements internationaux" que le décret gouvernemental considère comme représentés par la revue, et les "fonds venus de l'étranger". Reprenons ces objectifs l'un après l'autre.

## 1) Les "mouvements internationaux"

Pendant un certain temps VISPERA s'est présentée comme "Un service du Mouvement international des Etudiants catholiques en faveur de l'Amérique latine". Mais la signification de cette formule a été donnée dans un éclaircissement publié dans l'éditorial du n° 2 de la revue: "VISPERA n'est pas l'expression officielle ou officieuse d'un évêque ou d'un épiscopat; et encore moins du Mouvement international des Etudiants catholiques (MIEC) d'où est partie l'initiative par l'intermédiaire de son secrétariat latino-américain et d'où vient son soutien principal. En tant que responsables de la publication de VISPERA, c'est à nous qu'il appartient de répondre devant le secrétariat latino-américain du MIEC. Mais cela ne signifie nullement que nous sommes ses porte-paroles ou ses représentants. Cela ne fait de nous ni ses théologiens ni ses idéologues."

Par la suite VISPERA est devenue une entreprise autonome bien qu'en liens fraternels avec Pax Romana, dans le secteur tant étudiant (MIEC) qu'intellectuel (MIIC). C'est à ce changement que fait allusion le décret gouvernemental quand il dit que le financement "d'abord à la charge de Pax Romana", a ensuite été assuré par des organisations épiscopales allemandes. Mais que ce soit durant la première phase ou durant la seconde, VISPERA n'a jamais été l'expression ni du MIEC ou du MIIC, ni d'autres "mouvements internationaux". Même si cela avait été, ce ne serait pas là une raison suffisante pour en faire un motif d'accusation. La notoriété des activités de Pax Romana et le soutien que ce mouvement reçoit du Souverain Pontife dispensent de toute preuve en ce sens.

## 2) Les "fonds venus de l'étranger"

VISPERA a rendu publiquement compte de son financement externe dans l'éditorial du n° 8. On lit en effet; "A l'heure où nous entrons dans notre troisième année d'existence, nous sommes heureux de relier le nom de notre revue à celui qui évoque l'unique Seigneur de toutes les veilles d'attente: "Adveniat". La parution des huit premiers numéros de VISPERA a été possible (ainsi que celle des suivants) grâce à l'aide fraternelle de cette organisation catholique d'Allemagne qui, par des collectes annuelles en faveur de l'Amérique latine, apporte son soutien à telle et telle entreprise au service de nos pays. Le fait que, au long des huit numéros de VISPERA, "Adveniat" ait apporté son soutien sans imposer ni suggérer aucune condition, en acceptant ainsi et en encourageant une autonomie sans laquelle aucun des rédacteurs actuels ni le directeur de la publication ne seraient ici, c'est un signe des temps que nous soulignons: un rassemblement de fidèles, un événement liturgique, une chance pour l'Eglise. Mais prenons garde de nous y complaire. En prenant à son compte les dépenses importantes que suppose la volonté de faire de VISPERA un service pour le continent, malgré les insuffisances financières de nos pays, l'étroitesse et l'éparpillement du marché ainsi que les difficultés considérables de communication, "Adveniat" nous permet d'être dans les meilleures conditions possibles pour nous acheminer vers un autre signe qui, lui, dépend entièrement de nous, latino-américains: l'autofinancement."

Etant donné que notre revue n'est jamais parvenue à l'autofinancement total, malgré une augmentation en pourcentage au cours des ans, VISPERA a tenu en conséquence à diversifier les sources de l'aide étrangère afin d'équilibrer un budget que l'inflation rendait de plus en plus précaire. C'est ainsi qu'au moment de l'interdiction de la revue, celle-ci était en pourparlers pour obtenir, ou recevait déjà, l'aide d'autres organisations d'Eglise du Canada, de Hollande, de Belgique et de France. Elle avait également reçu l'aide, en plus de l'épiscopat allemand, de celui des Etats-unis. En recherchant ces nouvelles sources de financement, la revue ne faisait rien d'autre que continuer une tradition aussi vieille que l'Eglise: à l'époque apostolique déjà, les églises plus fortunées offraient leurs services fraternels aux églises plus pauvres. D'ailleurs les liens établis avec ces sources de financement ne représentaient pas un cas exceptionnel. Nombreuses sont en effet, et diverses, les organisations et mouvements de l'Eglise locale et des Eglises d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie qui bénéficient du service des Eglises de l'hémisphère nord.

L'accusation portée par le décret gouvernemental n'est pas seulement contre VISPERA mais aussi contre les agences d'assistance d'Allemagne "Adveniat" et "Misereor". Etant donné que sans leur financement VISPERA n'aurait pu exister, le décret leur attribue une part de responsabilité dans le caractère extrêmement dangereux attribué à la revue. "Adveniat" et "Misereor" sont présentés comme finançant rien moins qu'une revue qui a, conformément au cinquième considérant, manifesté "l'engagement ferme et l'adhésion conséquente envers les mouvements subversifs à l'oeuvre en Amérique latine et dans d'autres continents pour détruire l'ordre constitutionnel légitime et implanter des régimes négateurs des droits de l'homme et de la démocratie."

Les agences allemandes - ainsi que les autres non citées dans le décret gouvernemental - sont ainsi montrées comme finançant la subversion en Uruguay, en Amérique latine et au plan intercontinental. Comme ces agences sont d'obédience épiscopale, la très grave responsabilité que leur attribue le décret retombe par le fait même sur tous les évêques des Eglises en question. Et comme ladite agence "Misereor" fonctionne en coordination avec le gouvernement de Bonn qui accorde une aide aux pays en voie de développement (cf. "Materialien" n° 30 de "Entwicklungs Politik", revue du ministère de la Coopération économique allemande, Bonn, avril 1973), cette très grave responsabilité retombe également sur la République fédérale allemande.

(A vrai dire, ce n'est pas la première fois que le président de la République porte des accusations contre les grandes institutions internationales. Le 17 avril 1975, alors qu'il se livrait à la critique des "bases conceptuelles et doctrinaires sur lesquelles s'appuient les Nations-unies pour légitimer la célébration de l'Année de la Femme", M. Bordaberry a dénoncé "une philosophie matérialiste" ainsi que "la conception marxiste de l'Etat et de la société qui ont aujourd'hui imprégné les Nations-unies." Le 5 décembre 1974, alors qu'il procédait à la fermeture de la publication MENSAJERO VALDENSE, il a, dans le décret correspondant, dénoncé le Conseil oecuménique des Eglises comme étant un organisme "qui déploie une activité franchement subversive sur le

"plan mondial sous la direction, jusqu'en 1972, du marxiste nord-améri-  
"cain C. Blake décoré du Prix Lénine par l'Union soviétique, et sous  
"ladirection actuelle de M. Philip Potter qui répand le chaos et l'a-  
"narchie comme méthode de changement social, en soutenant invariable-  
"ment le développement de la subversion marxiste dans les cinq conti-  
"nents et en accordant ses subventions aux mouvements terroristes qui  
"opèrent à l'échelle internationale.")

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous  
vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 140F - Etranger 150F  
(avion: tarif spécial)  
Directeur de la publication: Charles ANTOINE  
Imprimerie: DIAL, 170 Bd du Montparnasse, 75014 Paris  
Commission paritaire de presse n° 56249